

Le Quotidien

INDÉPENDANT LUXEMBOURGEOIS



SPORTS

**LE F91 PREND UN
PETIT TAMPON**

Lire en page 23

SOCIÉTÉ

**UN FILM SUR DES
CITOYENS ENGAGÉS**

Lire en page 4

REPORTAGE

**L'EUROPE FACE
AUX ALGORITHMES**

Lire en page 6



**BLANCHE WEBER (MÉCO)
«IL FAUT
LA DÉCROISSANCE»**

La course à la croissance mène le Luxembourg droit dans le mur, prévient la présidente du Mouvement écologique. Elle livre un regard intransigeant sur les promesses des candidats à ces élections législatives.
Lire pages 2 et 3

«Notre modèle économique va dans le mur»

Est-ce que le Luxembourg prend enfin un «virage vert»? Blanche Weber, présidente du Mouvement écologique, livre une analyse sans concession des candidats au trône de ces législatives 2018.

La course à la croissance mène le Luxembourg droit dans le mur, prévient-elle. Environnement, taxe verte, agriculture, démocratie directe... Depuis 50 ans, le Méco met sur la table les sujets qui dérangent.

Entretien avec notre journaliste Romain Van Dyck

Il y a cinq ans, déi gréng arri-vaient pour la première fois au gouvernement. Est-ce que partager avec eux un combat écologique vous apparente à ce parti?

Blanche Weber : Pas du tout. Nous allons fêter en décembre le 50^e anniversaire du Méco (NDLR : les verts fêtent leurs 35 ans). Et je crois que si nous avons connu un tel développement ces 50 années, c'est parce qu'on est resté politiquement neutre. On a des membres issus de tous bords politiques. Et surtout, notre but est que tous les partis politiques travaillent sur les thèmes qui nous sont chers.

Justement, peut-on dire que l'actuel gouvernement a impulsé un "virage vert" au Luxembourg?

Vous savez, l'écologie est un combat très vaste. Et il ne date pas d'hier. Je pense, par exemple, aux parcs naturels créés il y a 30 ans au Luxembourg. Ou encore à l'opposition au projet de construction d'une centrale nucléaire à Remerschen (abandonné en 1978). Je pense aussi à Robert Krieps (LSAP), le premier ministre de l'Environnement au Luxembourg, qui a soutenu activement l'année européenne de l'Environnement en 1987... Donc il y a eu différentes phases dans la progression de l'écologie au Luxembourg. Mais il est vrai que le développement fulgurant de notre économie et de l'économie globale a précipité les choses. Les défis sont devenus encore plus urgents.

Extrait du programme gouvernemental en 2013 : "Les principes du développement durable constitueront la ligne directrice transversale" de cette législature. Cinq ans après, promesse tenue?

Pas assez. Le positif, c'est qu'on a constaté un meilleur dialogue entre les ministères. Le ministère du Développement durable a notamment su davantage se faire entendre. Mais l'intégration des enjeux environnementaux dans tous les secteurs politique n'est toujours pas à la hauteur. Par exemple, malgré quelques avancées, on n'a pas réussi à entamer un changement fondamental de la politique agricole. Comme l'a dit Nicolas Hulot (NDLR : l'ex-ministre de l'Écologie français), tout le monde voit la dégradation des terres, de l'eau, de la biodiversité... Mais l'État subventionne et génère toujours une politique agricole qui se fait au dépend de nos ressources naturelles, et de nos agriculteurs aussi. Nous, on prône naturellement l'agriculture biologique, mais aussi une agriculture dite "traditionnelle" plus respectueuse de l'environnement. Mais on ne peut forcer les agricul-

teurs à changer de modèle du jour au lendemain.

D'autant que certains ne le souhaitent pas!

Vous savez, on parle avec beaucoup d'agriculteurs. Je pense qu'il y a un nombre croissant d'entre eux qui remet en question la politique agricole, notamment avec les pesticides, car ils sont en première ligne. Leur santé est touchée. Mais ce n'est pas facile de changer de cap avec les subventions, les prix du marché, les investissements qu'ils doivent amortir... Ils se sentent piégés par le système. C'est donc à la politique de le changer.

Vous avez estimé, lors d'une récente table ronde, que la croissance était le thème central de ces élections 2018. Pourquoi plus que le logement, l'identité, la mobilité, ou que sais-je encore?

Il y a deux raisons. La première, comme Monsieur Hulot l'a dit, c'est que notre modèle économique et social va dans le mur. Je crois que les gens n'ont pas assez conscience de la perte de biodiversité effrayante qui a lieu.

Il y a pourtant de plus en plus de zones naturelles protégées au Luxembourg.

Cette politique des zones de protection est à saluer, mais il faut une stratégie qui ne se limite pas à certains îlots. Un exemple : vous savez, les moineaux étaient très ordinaires auparavant. Leur nombre est en perte croissante. Dans le temps, quand on roulait à la campagne, le pare-brise était constellé d'insectes. Maintenant, on n'en voit presque plus : 80 % de la population d'insectes a disparu. Il y a encore une multitude d'exemples. Et que fait la politique? Elle fait comme si on pouvait toujours poursuivre le système social actuel.

Et la seconde raison?

La deuxième est que les gens ressentent directement certains problèmes liés à la course à la croissance, dans leur vie quotidienne. Ils voient que cette volonté de croissance conduit à toujours plus de monde sur les routes, à des problèmes de logements, etc. Ils voient aussi que l'excès de biens matériels ne rend pas plus heureux. Beaucoup disposent déjà de trop de biens, mais pour assurer une croissance continue, on essaie de leur en vendre plus, quitte à vendre des produits moins fiables, programmés pour se casser plus facilement. Aucun consommateur ne se réjouit de voir son imprimante tomber en panne au bout de deux ans! Beaucoup disent qu'on ne peut pas continuer comme cela.

Et beaucoup restent attachés à un modèle qui leur a apporté la prospérité!

Pas tout le monde. De plus en plus souffrent de ce modèle, et s'inquiètent de ce qu'ils vont léguer à leurs enfants. Après la Seconde Guerre mondiale, ce qu'on voulait léguer à nos enfants, c'était évident : plus de biens matériels. Mais nous, au



«Je pense qu'il y a un nombre croissant d'agriculteurs qui remettent en question la politique agricole, ...»



Photos : isabella finzi

Pour la présidente du Méco, espérer «qu'en produisant plus efficacement, en recyclant, en digitalisant, on va résoudre tous les problèmes» est hypocrite et illusoire.

jour d'hui? L'urgence est ailleurs.

Vous venez de citer plusieurs fois Nicolas Hulot...

Oui, sa démission m'a marquée.

Justement : malgré ses convictions écologiques, ce ministre a jeté l'éponge, estimant n'avoir pu obtenir que des "petits pas".

Oui. Il n'y a pas eu assez de prise de conscience du défi écologique. On le voit tout autant au Luxembourg. Lors de notre table ronde (NDLR : où étaient représentés les partis LSAP, pirate, déi Lenk, déi gréng, ADR, CSV et DP), on n'a pas obtenu de consensus sur le fait que c'est bien le système écologique qui doit poser le cadre pour le système économique. C'est trop souvent le contraire. Un autre problème, c'est qu'on a en face certains acteurs qui croient toujours aux solutions techniques. Qui pensent qu'en produisant plus efficacement, en recyclant, en digitalisant, on va résoudre tous les problèmes. C'est absolument illusoire. Je vous donne un exemple. On a des maisons mieux isolées, des moteurs de voitures plus efficaces, des frigos qui consomment moins... Mais qu'est-ce qui se passe? Comme la voiture consomme moins, on en achète une plus grosse, et au final on consomme plus! Et le frigo connecté et autres gadgets dont on n'a pas besoin, ne vont-ils pas se multiplier et ruiner nos efforts d'économie énergétique? Croire que seule la technologie va résoudre les problèmes, c'est hypocrite, c'est une rustine pour pouvoir poursuivre le système actuel.

En finir avec cette logique de la croissance effrénée signifie-

t-il pour vous la décroissance?

Cela veut dire, d'abord, réduire notre dépendance à la croissance. On en voit les limites avec le système de pensions, qui va finir par coïncider. La deuxième chose, c'est cette phrase que répète souvent le ministre de l'Économie, Étienne Schneider : "Si on freine la croissance, on sera dans une situation de crise." Personne ne veut la crise, et naturellement la solution n'est pas de freiner la croissance, mais on se doit de changer fondamentalement

régularisation sans intervention de l'État... Les libéraux, eux, croient beaucoup à la digitalisation et à l'économie circulaire. Le LSAP était partiellement d'accord, mais il se base surtout sur des solutions techniques. Quant au CSV, c'est assez problématique. Il ne va guère au fond du problème. Pour vous dire, dans le chapitre sur la biodiversité, il ne nomme pas en premier lieu des instruments pour favoriser la biodiversité, mais avec la promesse de redonner plus de

On constate que le gouvernement actuel a fait plus en termes de réunion d'information, notamment le ministère du Développement durable et des Infrastructures (MDDI), qui a organisé des forums régionaux et des discussions sur l'aménagement du territoire. Mais malgré cela, il n'y a pas eu de changement de paradigme. La participation des citoyens au processus sociétal n'a pas vraiment été entamée, alors que des changements énormes vont devoir se

certaines de se rendre compte qu'ils ne détiennent pas toujours la vérité et d'avoir un échange d'idées.

"Certains" politiques donc?

Notamment, mais pas seulement. Les responsables politiques doivent accepter que les gens aient leur mot à dire et qu'ils s'impliquent, et que cela n'est pas une attaque contre eux. C'est simplement un processus commun, démocratique, qui permet d'améliorer la qualité des projets. Mais les citoyen(nes) doivent aussi se rendre compte que leur vue est peut-être une autre que celle de leur voisin et qu'un échange fructueux doit avoir lieu.

Un autre de vos combats est la "taxe verte".

Oui, le Luxembourg est en bas du classement européen en ce qui concerne cette taxation écologique, qui représente à peine 5 ou 6 % de nos recettes fiscales. On récupère bien plus de recettes avec les taxes relevées sur l'emploi qu'avec ceux qui dégradent notre environnement. C'est aberrant! Alors que la taxation écologique est le premier pas vers une transition écologique de notre société.

Cela voudrait dire aussi taxer davantage le consommateur? On imagine mal un candidat aux législatives promettre des factures d'électricité plus élevées...

Effectivement, le but n'est pas que les prix augmentent de façon délirante. C'est pourquoi, au Méco, on plaide pour la taxe verte, qui permettrait d'obtenir des recettes pour financer intelligemment la transition écologique et baisser d'autres taxes, en soutenant par exemple des actions respectueuses de l'environnement. Bref, taxer utile!

On récupère plus de recettes avec les taxes sur l'emploi qu'avec ceux qui dégradent notre environnement. C'est aberrant!



le modèle économique. Et forcément, si on veut que ce modèle soit plus durable, il faut la décroissance.

Parmi vos invités de la table ronde, qui partageait votre regard sur la croissance?

(Elle réfléchit) Sur cette question précise, les verts et déi Lenk sont ceux qui voient le plus la nécessité de ce changement fondamental. Le Parti pirate, lui, met en cause certaines évolutions mais ne veut pas d'intervention de l'État dans ce sens, or, il est difficile de parler de

pouvoir aux communes sur ce sujet!

Bref, il place la politique avant l'environnement?

Sur ce point, oui. Après, je pense aussi que c'est parce que beaucoup de candidats CSV sont des responsables communaux! Mais dans d'autres domaines, ils ont de bonnes propositions écologiques.

Vous militez aussi pour une meilleure participation citoyenne.

faire sur l'environnement, le vivre ensemble, etc.

Mais concrètement, comment imaginez-vous ce dialogue?

Il faut plus d'échanges et de débats. Le Méco met, par exemple, en place avec le MDDI une formation pour ceux qui veulent préparer des débats de participation citoyenne. Car on constate, que partiellement le "know-how" manque encore pour savoir comment organiser réellement un tel processus. On doit établir une culture du débat participatif qui n'existe pas encore. Cela permettrait pourtant à

Repères

État civil. Blanche Weber est née en 1965 à Luxembourg. Côté hobbies, elle témoigne avoir des passions très classiques : la lecture, les échanges avec ses amis... et se reposer au grand air!

Parcours. Après quelques années d'études de la sociologie, elle intègre le Méco en 2003. Une quinzaine d'années plus tard, elle prend la présidence de l'association qui compte plusieurs milliers de membres.

Les fondements du Méco. «L'idée de base, c'était des jeunes qui s'engageaient pour la protection de la nature. Mais c'est surtout avec la thématique de l'opposition à l'énergie nucléaire que notre organisation s'est structurée», se souvient-elle.

Les propositions du Méco

Traditionnellement, pour les élections nationales, le Mouvement écologique élabore des propositions et avis concrets pour la prochaine législature. «L'objectif est bien sûr que ces derniers entrent en jeu dans les débats publics, soient repris par les candidats et les partis, et se retrouvent finalement, dans la mesure du possible, dans le

nouvel accord intergouvernemental», explique l'association. Développement durable, démocratie, logement, protection de la nature, mobilité, agriculture... Le Méco a publié une brochure où il résume toutes ses suggestions dans ces domaines clés du développement durable. www.meco.lu